COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Revue de presse
du 29 octobre au 04 novembre.2016

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

Coopération.....4

- **Accord-cadre de coopération COI-AUF**
- **La Commission de l'océan Indien et l'Agence universitaire de la Francophonie signent un accord de coopération**
- **Commission de l'océan Indien: un accord signé avec l'AUF**
- **La COI et L'agence Universitaire de la Francophonie signent un accord de coopération**
- **La Commission de l'Océan Indien renouvelle son accord avec l'Agence Universitaire de la Francophonie**
- **La COI et l'Agence universitaire de la Francophonie s'associent**
- **La Francophonie dans l'océan Indien se fera-t-elle avec La Réunion ?**
- **ACCORD COI-AUF : Investir dans la matière grise est une nécessité, selon Ameenah Gurib-Fakim**

Environnement.....19

- **L'appui du programme Eco-Schools aux Objectifs de développement durable au cœur de la réunion des comités nationaux à Johannesburg**
- **Réunion en Afrique du Sud des comités nationaux d'Eco-Schools de l'Océan Indien**
- **Une Délégation représentent les comités Eco-Schools des Comores , de Madagascar,.à la Réunion annuelle de la fondation pour l'education environnementale**
- **Programme Eco-Schools : Appui aux ODD**

Sécurité Maritime.....26

- **Ouverture du 3ème comité de pilotage sur la sécurité maritime du programme régional MASE.[VIDEO]**

Société : pour l'intégration des handicapés 27

- **INDIAN OCEAN DISABILITY NETWORK : La ministre Daureeawoo annonce une Disability Bill**
- **Un projet de loi pour l'intégration des handicapés**

Pêche 31

- **PÊCHE : Ourite en abondance**
- **Lancement d'un nouveau projet d'amélioration des pêcheries dans l'océan indien**
- **A stepping stone towards a Regional fisheries Observer Scheme**

Entrepreneuriat.....36

- **Le Sagou au Coeur du succès de Nutrizione food**
- **Ginette Villeneuve Anaudin : <Les Femmes plus nombreuses à adhérer aux associations entrepreneuriales :**

Culture 39

- **Les artistes Réunionnais célèbrent la culture créole des iles de l'Océan Indien.**

Tourisme.....42

- **Il faut développer d'avantage le reflexe international**

Coopération

A.P.O.I
Agence de Presse de l'Océan Indien

Accord-cadre de coopération COI-AUF

28 octobre 2016



De gauche à droite : Madi Hamada, Ameenah Gurib-Fakim et Jean-Paul de Gaudemar.

Le Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI), Madi Hamada, a reçu ce jour au siège de la COI le Recteur de l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF), Jean-Paul de Gaudemar, pour la signature d'un accord-cadre de coopération entre les deux organisations. La cérémonie s'est déroulée en présence d'Ameenah Gurib-Fakim, présidente de la République de Maurice.

Cet accord-cadre identifie trois secteurs principaux de coopération : la formation et l'éducation, la recherche et le numérique. « Il s'agit là d'axes riches de perspectives qui nous permettront de mieux valoriser la formation dans des domaines qui touchent spécifiquement les Etats insulaires en développement que nous sommes », a souligné le Secrétaire général de la COI.

Les axes stratégiques de l'AUF et de la COI se rejoignent dans différents domaines réaffirmés cette année lors du Conseil des ministres de la COI, qui a fixé comme objectif de constituer une plateforme Recherche-Education en Indianocéanie.

« La sollicitation des Etats membres de la COI pour mettre en place une plateforme régionale Recherche-Education est un signe très important pour nous à l'AUF », a assuré Jean Paul de Gaudemar. « Cela montre que ces Etats ont conscience que la recherche et la formation doivent jouer un rôle de premier plan dans le développement. (…) L'AUF encourage les universités et les instituts de recherche à se penser comme moteurs du développement », a-t-il ajouté.

http://www.agencepresse-oi.com/accord-cadre-coi-auf/

Maurice Info
www.maurice-info.mu
#mauriceinfomu

La Commission de l'océan Indien et l'Agence universitaire de la Francophonie signent un accord de coopération

Le Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI), Madi Hamada, a reçu le 28 Octobre 2016 au siège de la COI le Recteur de l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF), Jean-Paul de Gaudemar, pour la signature d'un accord-cadre de coopération entre les deux organisations. La cérémonie s'est déroulée en présence de S.E. Mme Ameenah Gurib-Fakim, présidente de la République de Maurice.



Madi Hamada, Ameenah Garib Fakim et Jean-Paul de Gaudemar

Cet accord-cadre identifie trois secteurs principaux de coopération : la formation et l'éducation, la recherche et le numérique. « Il s'agit là d'axes

riches de perspectives qui nous permettront de mieux valoriser la formation dans des domaines qui touchent spécifiquement les Etats insulaires en développement que nous sommes », a souligné le Secrétaire général de la COI.

Les axes stratégiques de l'AUF et de la COI se rejoignent dans différents domaines réaffirmés cette année lors du Conseil des ministres de la COI, qui a fixé comme objectif de constituer une plateforme Recherche-Education en Indianocéanie.

« La sollicitation des Etats membres de la COI pour mettre en place une plateforme régionale Recherche-Education est un signe très important pour nous à l'AUF », a assuré Jean Paul de Gaudemar. « Cela montre que ces Etats ont conscience que la recherche et la formation doivent jouer un rôle de premier plan dans le développement. (…) L'AUF encourage les universités et les instituts de recherche à se penser comme moteurs du développement », a-t-il ajouté. La présidente de la République de Maurice a, quant à elle, insisté sur l'importance de l'accès à la connaissance dans notre monde incertain. « Il ne fait pas de doute que tous nos pays ont un intérêt majeur à investir dans la culture, l'éducation, la science, en un mot dans la matière grise », a-t-elle déclaré. « Unis au sein de cette communauté d'Etats et de peuples que constitue l'Indianocéanie et qu'incarne la COI, nous pouvons créer les conditions de partenariats stratégiques innovants. C'est ainsi que je conçois cet accord-cadre de coopération ».

La signature de cet accord s'inscrit dans une relation de longue date entre la COI et l'AUF. Un premier accord a été signé en 2003 et renouvelé en 2009. Les domaines principaux de coopération étaient l'enseignement, la formation supérieure et la recherche. Cette relation qu'entretient la COI avec la Francophonie a également été mise en avant lors de la signature d'un protocole d'accord en juin 2016 avec l'Organisation internationale de la Francophonie.

http://www.maurice-info.mu/commission-de-locean-indien-lagence-universitaire-de-francophonie-signent-accord-de-cooperation.html

Commission de l'océan Indien: un accord signé avec l'AUF

29 OCT 2016



Les membres de la COI et de l'AUF lors de la signature d'un accord, vendredi 28 octobre.

Mutualiser les ressources de trois domaines, notamment l'éducation et la formation, la numérique et la recherche. Tel est l'objectif de l'accord signé entre la Commission de l'océan indien (COI) et l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF), vendredi 28 octobre.

Dans son discours, Hamada Madi Boléro, secrétaire général de la COI, a expliqué que ce nouvel accord contribuera à l'avancement de deux projets mis sur pied par la COI. «*Nous voulons mettre en place une stratégie régionale éducative et nous avons aussi un projet de recherche en agro-science qui regroupe sept universités de nos états membres. Les ressources de cet accord nous permettront de mener à bien ces projets*», a-t-il fait ressortir.

La présidente de la République, Ameenah Gurib-Fakim s'est, elle, attardée sur l'importance de la recherche pour mieux contribuer au développement économique. «*La recherche et l'éducation contribuent à irriguer et enrichir le développement. Ce genre d'accord est d'une importance capitale*.»

Pour sa part, le recteur de l'AUF, Jean-Paul de Gaudemar, a exprimé son engouement par rapport à cet accord entre les corps universitaires et ceux du développement. Il a expliqué que celui-ci leur sera également bénéfique dans leur mission de créer de jeunes professionnels plus avertis.

A savoir que l'AUF réunit plus de 800 universités, grandes écoles et centres de recherche francophones dans 106 pays.



Cliquer le lien pour voir le vidéo

http://www.lexpress.mu/article/292564/commission-locean-indien-un-accord-signe-lauf

Anotao

Commission de l'océan Indien: un accord signé avec l'AUF

29 octobre, 2016

Mutualiser les ressources de trois domaines, notamment l'éducation et la formation, la numérique et la recherche. Tel est l'objectif de l'accord signé entre la Commission de l'océan indien (COI) et l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF), vendredi 28 octobre.

Dans son discours, Hamada Madi Boléro, secrétaire général de la COI, a expliqué que ce nouvel accord contribuera à l'avancement de deux projets

mis sur pied par la COI. «*Nous voulons mettre en place une stratégie régionale éducative et nous avons aussi un projet de recherche en agro-science qui regroupe sept universités de nos états membres. Les ressources de cet accord nous permettront de mener à bien ces projets*», a-t-il fait ressortir.

La présidente de la République, Ameenah Gurib-Fakim s'est, elle, attardée sur l'importance de la recherche pour mieux contribuer au développement économique. «*La recherche et l'éducation contribuent à irriguer et enrichir le développement. Ce genre d'accord est d'une importance capitale*.»

Pour sa part, le recteur de l'AUF, Jean-Paul de Gaudemar, a exprimé son engouement par rapport à cet accord entre les corps universitaires et ceux du développement. Il a expliqué que celui-ci leur sera également bénéfique dans leur mission de créer de jeunes professionnels plus avertis.

A savoir que l'AUF réunit plus de 800 universités, grandes écoles et centres de recherche francophones dans 106 pays.

http://anotao.com/nouvelles/link/mu/2016100343630/www.lexpress.mu/node/292564

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÉS

La Commission de l'océan Indien et l'Agence universitaire de la Francophonie signent un accord de coopération

Formation, éducation, recherche et numérique

31 octobre 2016

Le Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI), Madi Hamada, a reçu vendredi au siège de la COI le Recteur de l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF), Jean-Paul de Gaudemar, pour la signature d'un accord-cadre de coopération entre les deux organisations. La cérémonie s'est déroulée en présence de S.E. Mme Ameenah Gurib-Fakim, présidente de la République de Maurice.



Madi Hamada, Mme Ameenah Gurib-Fakim et Jean-Paul de Gaudemar.

Cet accord-cadre identifie trois secteurs principaux de coopération : la formation et l'éducation, la recherche et le numérique. « Il s'agit là d'axes riches de perspectives qui nous permettront de mieux valoriser la formation dans des domaines qui touchent spécifiquement les Etats insulaires en développement que nous sommes », a souligné le Secrétaire général de la COI.

Les axes stratégiques de l'AUF et de la COI se rejoignent dans différents domaines réaffirmés cette année lors du Conseil des ministres de la COI, qui a fixé comme objectif de constituer une plateforme Recherche-Education en Indianocéanie.

« La sollicitation des Etats membres de la COI pour mettre en place une plateforme régionale Recherche-Education est un signe très important pour nous à l'AUF », a assuré Jean Paul de Gaudemar. « Cela montre que ces Etats ont conscience que la recherche et la formation doivent jouer un rôle de premier plan dans le développement. (…) L'AUF encourage les universités et les instituts de recherche à se penser comme moteurs du développement », a-t-il ajouté.

La présidente de la République de Maurice a, quant à elle, insisté sur l'importance de l'accès à la connaissance dans notre monde incertain. « Il ne fait pas de doute que tous nos pays ont un intérêt majeur à investir dans la culture, l'éducation, la science, en un mot dans la matière grise », a-t-elle déclaré. « Unis au sein de cette communauté d'Etats et de peuples que constitue l'Indianocéanie et qu'incarne la COI, nous pouvons créer les conditions de partenariats stratégiques innovants. C'est ainsi que je conçois cet accord-cadre de coopération ».

La signature de cet accord s'inscrit dans une relation de longue date entre la COI et l'AUF. Un premier accord a été signé en 2003 et renouvelé en 2009. Les domaines principaux de coopération étaient l'enseignement, la formation supérieure et la recherche. Cette relation qu'entretient la COI avec la Francophonie a également été mise en avant lors de la signature d'un protocole d'accord en juin 2016 avec l'Organisation internationale de la Francophonie.

http://www.temoignages.re/politique/co-developpement/la-commission-de-l-ocean-indien-et-l-agence-universitaire-de-la-francophonie-signent-un-accord-de-cooperation,87937

outremers 360°

Coopération régionale: Un nouvel accord entre la Commission de l'Océan indien et l'Agence universitaire de la Francophonie

30 octobre 2016



©COI

Après un premier accord signé en 2003 et renouvelé en 2009, le Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI), Madi Hamada, a reçu le 28 Octobre 2016 au siège de la COI le Recteur de l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF), Jean-Paul de Gaudemar, pour la signature d'un accord-cadre de coopération entre les deux organisations.

Trois secteurs principaux de coopération ont été identifiés: la formation et l'éducation, la recherche et le numérique. « Il s'agit là d'axes riches de perspectives qui nous permettront de mieux valoriser la formation dans des domaines qui touchent spécifiquement les Etats insulaires en développement que nous sommes », a souligné le Secrétaire général de la COI.« La sollicitation des Etats membres de la COI pour mettre en place une plateforme régionale Recherche-Education est un signe très important

pour nous à l'AUF », a assuré Jean Paul de Gaudemar. « Cela montre que ces Etats ont conscience que la recherche et la formation doivent jouer un rôle de premier plan dans le développement. (…) L'AUF encourage les universités et les instituts de recherche à se penser comme moteurs du développement », a-t-il ajouté.

Cet accord de coopération a été signé en présence de la présidente de la République de Maurice Ameenah Gurib-Fakim. Elle a souligné l'importance d'un tel partenariat. « Il ne fait pas de doute que tous nos pays ont un intérêt majeur à investir dans la culture, l'éducation, la science, en un mot dans la matière grise », a-t-elle déclaré.

http://outremers360.com/politique/cooperation-regionale-un-nouvel-accord-entre-la-commission-de-locean-indien-et-lagence-universitaire-de-la-francophonie/

La Commission de l'Océan Indien renouvelle son accord avec l'Agence Universitaire de la Francophonie

Oct 28, 2016

La Commission de l'Océan Indien renouvelle son accord avec l'Agence Universitaire de la Francophonie. La signature a eu lieu ce vendredi 28 octobre au siège de la COI. Cet accord mettra notre pays en contact avec 800 institutions d'une centaine de pays, engagées dans la recherche et l'innovation

http://mbc.intnet.mu/article/la-commission-de-l%E2%80%99oc%C3%A9an-indien%C2%A0-renouvelle-son-accord-avec-l%E2%80%99agence-universitaire-de-la

ION NEWS

[Vidéo] L'Agence universitaire de la Francophonie et la COI renouvellent leur partenariat

October 28, 2016



Formation et éducation. Recherche. Numérique. Ce sont les trois principaux axes de coopération sur lesquels porte l'accord-cadre signé, aujourd'hui, par la Commission de l'océan Indien (COI) et l'Agence universitaire de la Francophonie.

Jean-Paul de Gaudemar, recteur de l'Agence universitaire de la Francophonie, souligne la prise en compte, par les Etats membres de la COI, que la formation et la recherche sont essentiels pour leur développement.

Madi Hamada, secrétaire général de la COI, le reconnaît d'ailleurs : *« Qu'est-ce qui est à la base si ce n'est l'instruction ? »*

Cliquer le lien pour voir le vidéo

http://ionnews.mu/video-lagence-universitaire-de-la-francophonie-et-la-coi-renouvellent-leur-partenariat-281016/

Lire aussi ce lien

http://www.comores-infos.net/la-commission-de-locean-indien-et-lagence-universitaire-de-la-francophonie-signent-un-accord-de-cooperation/

Samedi plus
www.facebook/samediplus
au coeur de l'in
15

Commission de l'océan Indien

Accord de partenariat avec la Francophonie



Le Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI), Madi Hamada, a reçu vendredi au siège de la COI le recteur de l'Agence universitaire de la Francophonie, Jean-Paul de Gaudemar, pour la signature d'un accord-cadre de coopération entre les deux organisations. La cérémonie s'est déroulée en présence de la présidente de la République de Maurice, Ameenah Gurib-Fakim. Cet accord-cadre identifie trois secteurs principaux de coopération : la formation et l'éducation, la recherche et le numérique.

La COI et l'Agence universitaire de la Francophonie s'associent

31 octobre 2016



L'accord porte sur la formation, l'éduction, la recherche et le numérique (photo DR).

COOPÉRATION. Le Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI), Madi Hamada et le Recteur de l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF), Jean-Paul de Gaudemar,ont entériné un accord-cadre de coopération entre les deux organisations. Il identifie trois secteurs principaux : la formation et l'éducation, la recherche et le numérique.

Les axes stratégiques de l'AUF et de la COI se rejoignent dans différents domaines réaffirmés cette année lors du Conseil des ministres de la COI, qui a fixé comme objectif de constituer une plateforme Recherche-Education en Indianocéanie. La signature de cet accord s'inscrit dans une relation de longue date entre la COI et l'AUF. Un premier accord a été signé en 2003 et renouvelé en 2009.

http://actus.clicanoo.re/article/société/1414131-la-coi-et-lagence-universitaire-de-la-francophonie-sassocient#.WBcwGIVOLop

Témoignages
JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

La Francophonie dans l'océan Indien se fera-t-elle avec La Réunion ?

31 octobre 2016

C'est au cours de ce mois de novembre que se tiendra le Sommet de la Francophonie à Madagascar. Les initiatives se multiplient dans notre région. La dernière en date est la signature d'un partenariat entre la Commission de l'océan Indien et l'Agence universitaire de la Francophonie. Cet accord couvre notamment la formation, l'éducation, la recherche et le numérique. On pourrait donc y voir une brique dans la construction d'une Université de l'océan Indien, sur la base d'un héritage de la colonisation commun à tous les pays de notre région : l'utilisation de la langue française.

Mais une fois de plus se pose la question du rôle que La Réunion pourra jouer dans cette affaire. En effet, force est de constater que notre île reste à l'écart des décisions au sein de cette organisation, car c'est la France qui parle à sa place. Or, la France ne se situe pas dans l'hémisphère Sud, elle est bordée par la mer Méditerranée et par l'océan Atlantique, pas par l'océan Indien. Elle n'est pas non plus une ancienne colonie, elle était la puissance coloniale qui a dominé cette région du monde aux côtés des Britanniques. Sa présence à la table de la Commission de l'océan Indien s'explique par La Réunion.

Dans les années 1970, les partis progressistes de la région ont décidé d'unir leurs forces pour construire un projet commun de développement, sous le mot d'ordre Océan Indien zone de paix. La Réunion avait pleinement sa place, et le Parti communiste réunionnais était un des membres de cette conférence des partis progressistes. Tout a basculé quand à la suite d'une initiative mauricienne, c'est le choix d'une organisation d'États qui a été préféré. La Réunion n'étant pas un État indépendant, elle a été exclue des membres fondateurs de la COI, au même titre que les Comores qui étaient dans une grave instabilité politique liée à des coups d'État d'anciens membres de l'armée française. Ces violences faisaient suite à la volonté de faire respecter le résultat du scrutin d'autodétermination de 1974, qui avait décidé de l'indépendance du TOM des Comores.

Finalement, l'entrée de La Réunion dans la COI a été possible, mais n'étant pas un État, cela dut se faire au nom de la France. Ceci étant, on aurait pu croire que la présence de la France n'allait être que symbolique, et que Paris allait laisser les Réunionnais gérer leurs affaires dans ce domaine. Car après tout, sans les Réunionnais, la France ne siégerait pas à la COI. Mais à Paris, les vieilles idées ont la vie dure. En août 2014, le nom de La Réunion a été rayé de la déclaration finale du Sommet des chefs d'État de la COI, en présence de François Hollande. Puis le gouvernement a créé une entité dénommée France Océan Indien qui ajoute à La Réunion tous les autres territoires de l'océan Indien sous administration française, mais revendiqués par les Comores, Madagascar et Maurice.

C'est pourquoi l'approche du Sommet de la Francophonie et les initiatives qui en découlent posent question. Les Réunionnais seront-ils encore spectateurs de décisions prises par la France avec nos voisins, sur un sujet qui engage notre avenir. Car La Réunion est aussi un pays où le français est la langue officielle, et a donc des atouts à faire valoir dans ce domaine. Seront-ils utilisés, ou alors isolés dans notre région, au profit de la relation exclusive avec la France ?

http://www.temoignages.re/politique/edito/la-francophonie-dans-l-ocean-indien-se-fera-t-elle-avec-la-reunion,87944

LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

ACCORD COI-AUF : Investir dans la matière grise est une nécessité, selon Ameenah Gurib-Fakim

31 OCTOBRE, 2016

La « nécessité d'investir dans la matière grise » a été soulignée vendredi par la présidente de la République, Ameenah Gurib-Fakim, à l'occasion de la signature d'un accord-cadre de coopération entre la Commission de l'océan Indien et l'Agence universitaire de la Francophonie. « Il ne fait pas de doute que tous nos pays ont un intérêt majeur à investir dans la culture, l'éducation et la science, en un mot dans la matière grise », a déclaré la présidente de la République avant d'ajouter

qu'« unis au sein de la communauté d'États et de peuples que constitue l'Indianocéanie, et qu'incarne la COI, nous pouvons créer les conditions de partenariats stratégiques innovants ». L'accord-cadre de coopération a été signé vendredi par le secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI), Madi Hamada, et le recteur de l'Agence universitaire de la francophonie (AUF), Jean-Paul de Gaudemar. Cet accord identifie trois secteurs principaux de coopération, à savoir la formation et l'éducation, la recherche, et le numérique. « Il s'agit là d'axes riches en perspectives, qui nous permettront de mieux valoriser la formation dans des domaines qui touchent spécifiquement les États insulaires en développement que nous sommes », a souligné le secrétaire général de la COI.
Les axes stratégiques de l'AUF et de la COI se rejoignent dans différents domaines, réaffirmés cette année lors du conseil des ministres de la COI, qui s'est fixé pour objectif de constituer une plateforme Recherche-Education en Indianocéanie. « La sollicitation des États membres de la COI pour mettre en place une plateforme régionale Recherche-Education est un signe très important pour nous, à l'AUF », a assuré Jean-Paul de Gaudemar. Et d'ajouter : « Cela montre que ces États ont conscience que la recherche et la formation doivent jouer un rôle primordial dans le développement. L'AUF encourage les universités et les instituts de recherche à se penser comme moteurs du développement. »
La signature de cet accord s'inscrit dans une relation de longue date entre la COI et l'AUF, qui est affiliée à l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). Un premier accord avait été signé en 2003 puis renouvelé en 2009. Les domaines principaux de coopération étaient l'enseignement, la formation supérieure et la recherche. Cette relation qu'entretient la COI avec la Francophonie a également été mise en avant lors de la signature d'un protocole d'accord en juin 2016 avec l'OIF lors du passage du secrétaire général de la COI à Paris. Elle avait, à cette occasion, rencontré la secrétaire générale de l'OIF, Michaëlle Jean.

http://www.lemauricien.com/article/accord-coi-auf-investir-la-matiere-grise-necessite-selon-ameenah-gurib-fakim

Environnement

Maurice Info
www.maurice-info.mu
#mauriceinfomu

L'appui du programme Eco-Schools aux Objectifs de développement durable au cœur de la réunion des comités nationaux à Johannesburg

Une délégation représentant les comités nationaux Eco-Schools des Comores, de Madagascar, de Maurice, des Seychelles et de Zanzibar participe du 31 octobre au 2 novembre à la réunion annuelle de la Fondation pour l'éducation environnementale (FEE) sur le programme Eco-Schools.

Commission de l'Ocean Indien – COI

Chaque année, les partenaires de mise en œuvre de ce programme – qui regroupe à ce jour 64 Etats – se réunissent dans l'un des pays participants dans le but de développer et d'améliorer les standards de qualité de l'éducation environnementale à l'échelle mondiale et de veiller à ce que le programme Eco-Schools demeure à jour et pertinent pour les besoins éducatifs dans le monde. Cette année, la réunion est organisée par WESSA (the Wildlife and Environment Society of South Africa) à Johannesburg en Afrique du Sud.
« La réunion de cette année se concentrera fortement sur la façon dont le programme Eco-Schools soutient les Objectifs de développement durable des Nations unies (ODD). C'est pourquoi, à travers le projet ISLANDS de la Commission de l'océan Indien (COI), financé par l'Union européenne, il est important que nos comités nationaux soient représentés et participent activement à cette rencontre », a déclaré Olivier Tyack, coordonnateur du projet ISLANDS au sein de la COI.
Le programme Eco-Schools a été développé par la FEE au Danemark. En novembre 2014, il a été reconnu par les Nations unies comme « l'un des projets de développement durable les plus efficaces au cours des 10 dernières années ». Le programme est actuellement mis en œuvre dans 64 pays à travers le monde et introduit dans la région de l'océan Indien, spécifiquement aux Comores, à Madagascar, à Maurice et à Zanzibar par le projet ISLANDS grâce au financement de l'Union européenne et avec le soutien technique et la mise en réseau du gouvernement des Seychelles, qui a établi ce programme en 1994.

Dans la région, un total de 72 écoles, représentant plus de 25 000 élèves, est impliqué dans la phase pilote du programme. L'Union européenne soutient la COI dans son programme d'éducation à l'environnement depuis plus de 10 ans.
« Cette rencontre sera l'occasion pour les comités nationaux de la région de bâtir des réseaux de parrainage international et de partenariats organisationnels et de renforcer la liaison entre les différentes écoles. En outre, chaque ONG travaillera avec le personnel de la FEE pour entamer le processus d'adhésion formelle à cette fondation – conformément à la participation de la COI au programme Eco-Schools de la FEE – pour assurer la viabilité à long terme de ce programme dans chaque pays. La réunion offre également un espace de discussion de haut niveau pour démontrer le succès de l'approche régionale Eco-Schools dans les pays de l'océan Indien », a poursuivi Olivier Tyack.
La délégation de l'océan Indien profitera également de cette occasion pour organiser des séries d'échanges d'expériences avec WESSA, chargée de la mise en œuvre du programme en Afrique du Sud. Dans ce pays, l'ONG a atteint plus de 400 000 apprenants impliquant environ 16 000 enseignants dans 9 provinces où est mis en œuvre le programme.
En mars 2015, WESSA et le Département national sud-africain de l'eau et de l'assainissement ont obtenu le prix des Nations unies « Water for Life » dans la catégorie des meilleures pratiques pour un projet conjoint impliquant Eco-Schools. Ce même projet a reçu le premier prix dans la catégorie conservation de l'eau aux « Eco-Logic Awards » d'Enviropaedia au mois d'avril 2016.

http://www.maurice-info.mu/appui-programme-eco-schools-aux-objectifs-de-developpement-durable-coeur-de-reunion-comites-nationaux-a-johannesburg.html

Réunion en Afrique du Sud des comités nationaux d'Eco-Schools de l'Océan Indien

31 octobre 2016

Port-Louis, Maurice (PANA) - Les comités nationaux "Eco-Schools" des Comores, de Madagascar, de Maurice, des Seychelles et de Zanzibar participent, depuis ce lundi matin et ce jusqu'à mercredi, à la réunion annuelle de la Fondation pour l'éducation environnementale (FEE) dont l'objectif est de bâtir des réseaux de parrainage international et de partenariats organisationnels et de renforcer la liaison entre les différentes écoles, a appris la PANA de source officielle à Maurice.

Chaque année, les partenaires de mise en œuvre de ce programme, qui regroupe à ce jour 64 Etats, se réunissent dans l'un des pays participants dans le but de développer et d'améliorer les standards de qualité de l'éducation environnementale à l'échelle mondiale.

Il s'agit aussi de veiller à ce que le programme Eco-Schools demeure à jour et soit pertinent pour les besoins éducatifs dans le monde.

Dans la région de l'Océan Indien, un total de 72 écoles, représentant plus de 25.000 élèves, est impliquée dans la phase-pilote du programme.

Selon Olivier Tyack, coordonnateur du projet ISLANDS au sein de la Commission de l'Océan Indien (COI), la réunion de cette année se concentrera fortement sur la façon dont le programme Eco-Schools soutient les Objectifs de développement durable des Nations unies (ODD).

Le programme Eco-Schools a été développé au Danemark. En novembre 2014, il a été reconnu par les Nations unies comme "un des projets de développement durable les plus efficaces au cours des 10 dernières années".

Le programme est actuellement mis en œuvre dans 64 pays à travers le monde et introduit dans la région de l'Océan Indien, spécifiquement aux Comores, à Madagascar, à Maurice et à Zanzibar par le projet ISLANDS

grâce au financement de l'Union européenne et avec le soutien technique et la mise en réseau du gouvernement des Seychelles, qui a établi ce programme en 1994.

http://www.panapress.com/Reunion-en-Afrique-du-Sud-des-comites-nationaux-d-Eco-Schools-de-l-Ocean-indien---15-630495705-3-lang1-index.html

HABARI ZA COMORES

Une délégation représentant les comités Eco-Schools des Comores, de Madagascar,..à la réunion annuelle de la Fondation pour l'éducation environnementale

Updated on 31 octobre 2016 By Habari za Comores Commentaires fermés sur Une délégation représentant les comités Eco-Schools des Comores, de Madagascar,..à la réunion annuelle de la Fondation pour l'éducation environnementale

Maurice, le 31 octobre 2016 – Une délégation représentant les comités nationaux Eco-Schools des Comores, de Madagascar, de Maurice, des Seychelles et de Zanzibar participe du 31 octobre au 2 novembre à la réunion annuelle de la Fondation pour l'éducation environnementale (FEE) sur le programme Eco-Schools.

Chaque année, les partenaires de mise en œuvre de ce programme – qui regroupe à ce jour 64 Etats – se réunissent dans l'un des pays participants dans le but de développer et d'améliorer les standards de qualité de l'éducation environnementale à l'échelle mondiale et de veiller à ce que le programme Eco-Schools demeure à jour et pertinent pour les besoins éducatifs dans le monde. Cette année, la réunion est organisée par WESSA (the Wildlife and Environment Society of South Africa) à Johannesburg en Afrique du Sud.

« La réunion de cette année se concentrera fortement sur la façon dont le programme Eco-Schools soutient les Objectifs de développement durable des Nations unies (ODD). C'est pourquoi, à travers le projet ISLANDS de la Commission de l'océan Indien (COI), financé par l'Union européenne, il est important que nos comités nationaux soient représentés et participent activement à cette rencontre », a déclaré Olivier Tyack, coordonnateur du projet ISLANDS au sein de la COI.

Le programme Eco-Schools a été développé par la FEE au Danemark. En novembre 2014, il a été reconnu par les Nations unies comme « l'un des projets de développement durable les plus efficaces au cours des 10 dernières années ». Le programme est actuellement mis en œuvre dans 64 pays à travers le monde et introduit dans la région de l'océan Indien, spécifiquement aux Comores, à Madagascar, à Maurice et à Zanzibar par le projet ISLANDS grâce au financement de l'Union européenne et avec le soutien technique et la mise en réseau du gouvernement des Seychelles, qui a établi ce programme en 1994.

Dans la région, un total de 72 écoles, représentant plus de 25 000 élèves, est impliqué dans la phase pilote du programme. L'Union européenne soutient la COI dans son programme d'éducation à l'environnement depuis plus de 10 ans.



Illustration

« Cette rencontre sera l'occasion pour les comités nationaux de la région de bâtir des réseaux de parrainage international et de partenariats organisationnels et de renforcer la liaison entre les différentes écoles. En outre, chaque ONG travaillera avec le personnel de la FEE pour entamer le processus d'adhésion formelle à cette fondation – conformément à la participation de la COI au programme Eco-Schools de la FEE – pour assurer la viabilité à long terme de ce programme dans chaque pays. La réunion offre également un espace de discussion de haut niveau pour démontrer le succès de l'approche régionale Eco-Schools dans les pays de l'océan Indien », a poursuivi Olivier Tyack.

La délégation de l'océan Indien profitera également de cette occasion pour organiser des séries d'échanges d'expériences avec WESSA, chargée de la mise en œuvre du programme en Afrique du Sud. Dans ce pays, l'ONG a atteint plus de 400 000 apprenants impliquant environ 16 000 enseignants dans 9 provinces où est mis en œuvre le programme.

En mars 2015, WESSA et le Département national sud-africain de l'eau et de l'assainissement ont obtenu le prix des Nations unies « Water for Life » dans la catégorie des meilleures pratiques pour un projet conjoint impliquant Eco-Schools. Ce même projet a reçu le premier prix dans la catégorie conservation de l'eau aux « Eco-Logic Awards » d'Enviropaedia au mois d'avril 2016.

Pour plus d'informations sur:

- Le programme Eco-schools au niveau global : www.ecoschools.global
- Le programme Eco-schools dans la région de l'océan Indien : eco-schools.io/
- Le programme Eco-schools au Seychelles : www.ecoschoolseychelles.org
- L'ONG the Wildlife and Environment Society of South Africa (WESSA) : www.wessa.org.za

http://comores-infos.com/une-delegation-representant-les-comites-eco-schools-des-comores-de-madagascar-a-la-reunion-annuelle-de-la-fondation-pour-leducation-environnementale/

Programme Eco-Schools : Appui aux ODD

04/11/2016



Le Lycée Pole de Fort-Dauphin, parmi les écoles faisant partie du programme Eco-Schools, en pleine activité en faveur de l'environnement.

Eco-Schools, projet de développement durable mis en œuvre dans 64 pays, incluant ceux de l'Océan Indien, dont Madagascar, incite les écoles à agir en faveur de l'environnement, à travers 10 thèmes environnementaux.

Le programme Eco-Schools (Eco-Ecoles) permet aux élèves d'être acteurs du changement pour le développement durable en les engageant, à travers des activités amusantes, à un apprentissage orienté vers l'action. Chaque année, les partenaires de mise en œuvre de ce programme se réunissent dans l'un des pays participants afin de développer et d'améliorer les standards de qualité de l'éducation environnementale à l'échelle mondiale et de veiller à ce que le programme Eco-Schools demeure à jour et pertinent pour les besoins éducatifs dans le monde. Cette année, la réunion, organisée par WESSA (the Wildlife and Environment Society of South Africa), s'est tenue à Johannesburg en Afrique du Sud. Ainsi, tout récemment, du 31 octobre au 2 novembre 2016, une délégation représentant les comités nationaux Eco-Schools des Comores, de Madagascar, de Maurice, des Seychelles et de Zanzibar a

participé à la réunion annuelle de la Fondation pour l'éducation environnementale (FEE) sur le programme Eco-Schools.

25.000 élèves. Rappelons que le programme Eco-Schools a été développé par la FEE au Danemark. En novembre 2014, il a été reconnu par les Nations unies comme *« l'un des projets de développement durable les plus efficaces au cours des 10 dernières années ».* Le programme, mis en œuvre dans 64 pays, est déjà introduit dans la région de l'Océan Indien, spécifiquement à Madagascar, aux Comores, à Maurice et à Zanzibar par le projet ISLANDS, et financé par l'Union européenne. Dans la région, un total de 72 écoles, représentant plus de 25 000 élèves, est impliqué dans la phase pilote du programme.

« La réunion de cette année se concentre fortement sur la façon dont le programme Eco-Schools soutient les Objectifs de développement durable des Nations unies (ODD)», a déclaré Olivier Tyack, coordonnateur du projet ISLANDS au sein de la COI. La rencontre a ainsi été l'occasion pour les comités nationaux de la région de mettre en place des réseaux de parrainage international et de partenariats et de renforcer la liaison entre les écoles. En outre, chaque ONG travaillera avec le personnel de la FEE pour entamer le processus d'adhésion formelle à cette fondation pour assurer la viabilité à long terme de ce programme dans chaque pays. *« La réunion offre également un espace de discussion de haut niveau pour démontrer le succès de l'approche régionale Eco-Schools dans les pays de l'Océan Indien »,*a poursuivi Olivier Tyack.

L'occasion de cette rencontre a également été saisie pour organiser des séries d'échanges d'expériences avec WESSA, chargée de la mise en œuvre du programme en Afrique du Sud. Dans ce pays, l'ONG a atteint plus de 400 000 apprenants impliquant environ 16 000 enseignants dans neuf provinces où est mis en œuvre le programme.

http://www.midi-madagasikara.mg/societe/2016/11/04/programme-eco-schools-appui-aux-odd/

Sécurité Maritime

Ouverture du 3ème comité de pilotage sur la sécurité maritime du programme régional MASE.[VIDEO]

Oct 24,2016





Ouverture ce lundi 24 octobre du 3ème comité de pilotage sur la sécurité maritime du programme régional MASE pour la région Afrique orientale et Australe et de l'Océan Indien. Une réunion pour une mise en commun des différents partenaires de ce programme, soit l'UE, l'IGAD, l'EAC, le COMESA et la COI. Cette dernière a pour responsabilité 2 des 5 objectifs du programme MASE. Et compte parmi ses récentes réalisations, la mise en place du Centre régional de coordination opérationnelle aux Seychelles et du Centre régional de fusion de l'information à Madagascar.

Cliquer le lien pour le vidéo
http://mbc.intnet.mu/article/ouverture-du-3%C3%A8me-comit%C3%A9-de-pilotage-sur-la-s%C3%A9curit%C3%A9-maritime-du-programme-r%C3%A9gional?qt-sidebar_tabs=2

Société : pour l'intégration des handicapés

LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

INDIAN OCEAN DISABILITY NETWORK : La ministre Daureeawoo annonce une Disability Bill

28 OCTOBRE, 2016



Intervenant ce matin à l'ouverture d'une conférence de deux jours sur la situation du handicap dans l'océan Indien, la ministre de la Sécurité sociale, Fazila Daureeawoo, a annoncé l'adoption prochaine d'une Disability Bill. Cette conférence au Gold Crest Hotel, Quatre-Bornes, est organisée par l'Indian Ocean Disability Network (IODN).« Le gouvernement reconnaît qu'il y a un manque d'uniformité entre les lois pour une société inclusive, malgré l'existence des lois. C'est pourquoi nous viendrons l'année prochaine avec un Disability Bill visant à mieux protéger les personnes en situation de handicap », a annoncé la ministre de la Sécurité sociale, Fazila Daureeawoo, ce matin au Gold Crest Hotel, Quatre-Bornes, à l'ouverture d'une conférence de deux jours sur la situation du handicap dans l'océan Indien, organisée par l'IODN. La ministre a rappelé que Maurice a ratifié la Convention pour les droits des personnes handicapées en 2010 et qu'il incombe au gouvernement d'inclure les recommandations de cette convention dans nos lois. « Le gouvernement a l'ambition de faire en sorte que les handicapés ne se heurtent à aucune barrière physique ou morale dans leurs projets », a-t-

elle avancé. Si cette tâche lui semble « ardue », Fazila Daureeawoo a exprimé sa détermination à réussir avec l'appui des Ong, des acteurs non-étatiques, de l'Union européenne et d'autres partenaires. « Il s'agit d'émanciper et d'autonomiser les handicapés pour bâtir une société inclusive », a-t-elle déclaré.

Le secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI), Madi Hamada, a, lui, dénoncé le traitement que reçoivent les handicapés dans nos sociétés. « Le regard de la société isole la personne handicapée et alourdit les difficultés qu'elle rencontre dans sa vie », a-t-il observé, avant de plaider pour l'emploi des handicapés. « C'est un devoir de justice et de solidarité », a soutenu Madi Hamada.



La chef de coopération à la délégation de l'Union européenne auprès de Maurice, de l'Union des Comores et des Seychelles, Carla Osorio, a entre autres déploré la concurrence entre les Ong. « De ce fait, des ressources limitées doivent être partagées entre un nombre grandissant d'Ong », a-t-elle expliqué. Elle a exhorté à un regroupement des associations et s'est félicitée de la récente constitution de l'IODN, une plate-forme d'Ong œuvrant dans les pays de l'océan Indien. « C'est un outil précieux dans la lutte pour l'inclusion des personnes handicapées dans nos sociétés », a-t-elle décrit. Au terme de la partie protocolaire, la ministre Daureeawoo a été invitée à lancer le site Internet de l'IODN. La consultante Nadia Perrun

a ensuite présenté de grands axes d'une étude sur la situation du handicap à Maurice. Auparavant, Youven Gopalla a fait l'historique de l'IODN, rappelant notamment qu'elle se constitue d'un réseau initié par des Ong mauriciennes (la Global Rainbow Foundation, l'Association des parents d'enfants inadaptés de l'île Maurice, Friends in Hope, l'Association des Parents pour la réhabilitation des infirmes moteurs, l'EDYCS Epilepsy Group et l'Association Alzheimer) en vue de favoriser des synergies entre les Ong œuvrant dans le secteur du handicap physique et mental à travers des collaborations avec leurs homologues de la zone océan Indien. Ce projet, soutenu par le Decentralised Cooperation Programme (DCP) de la délégation de l'Union européenne, a démarré en 2015. Joël Violette, Project Manager au DCP, a agi comme maître de cérémonie.

http://www.lemauricien.com/article/indian-ocean-disability-network-la-ministre-daureeawoo-annonce-disability-bill

Un projet de loi pour l'intégration des handicapés

27/10/ 2016



Le lancement du site Internet de l'Indian Ocean Disability Network a eu lieu le jeudi 27 octobre en présence, entre autres, de la ministre Fazila Jeewa-Daureeawoo (à l'extrême droite).

«C'est un projet de loi complet, qui prend en considération plusieurs facteurs dans le but d'apporter un vrai changement dans la vie des personnes handicapées», affirme Fazila Jeewa-Daureeawoo lors du lancement du site Internet de l'*Indian Ocean Disability Network,* ce 27 octobre. La ministre de la Sécurité sociale annonce ainsi l'arrivée d'un *Disability Bill*. Le projet de loi et le site Internet visent l'intégration des handicapés dans la société.

L'*Indian Ocean Disability Network* est une initiative de six organisations non gouvernementales (ONG): la *Global Rainbow Foundation* (GRF), l'*Alzheimer's Association*, l'*Edycs Epilepsy Group*, l'Association des parents d'enfants inadaptés de l'île Maurice, Friends in Hope et l'Association des parents pour la réhabilitation des infirmes moteurs. Il consiste à regrouper leurs données dans une seule base.

L'objectif est de faciliter l'accès à l'information pour mieux répondre aux besoins des handicapés dans toutes les îles de la région. *«La base de données n'est pas seulement ouverte à Maurice mais aussi à toutes les ONG de l'océan Indien»,* insiste Youven Gopalla de la GRF. Ce projet a été financé par l'Union européenne.

Les membres de l'*Indian Ocean Disability Network* invitent toutes les ONG aidant les handicapés à se joindre à eux pour la mise en place d'un système régional et national. Ils souhaitent ainsi avoir une meilleure idée du nombre de personnes touchées par les handicaps et adopter une stratégie globale pour leur intégration

http://www.lexpress.mu/article/292488/un-projet-loi-pour-lintegration-handicapes

LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

PÊCHE : Ourite en abondance

28 /10/ 2016

Six cent trente-cinq kilos d'ourites pris en une journée et des spécimens allant jusqu'à dix kilos : ce sont les chiffres qu'avance le ministère de la Pêche pour l'ouverture de la pêche à l'ourite, le 16 octobre. Selon la COI, ce chiffre est loin d'être représentatif puisqu'il concerne uniquement les prises que certains pêcheurs ont bien voulu enregistrer. Bilan satisfaisant donc pour cette première fermeture nationale, qui a cependant beaucoup souffert du braconnage.

Les chiffres officiels viennent démontrer que la fermeture de la pêche à l'ourite n'a pas été vaine, malgré les déficiences qui ont émaillé la période. Six cent trente-cinq kilos enregistrés le jour de l'ouverture, le 16 octobre. Ce chiffre pourrait ne pas refléter la réalité puisqu'il s'agit de prises enregistrées dans douze Fisheries landing stations, alors le pays en compte une soixantaine. Ces douze structures avaient été choisies pour permettre la tenue du concours de la plus grosse ourite prise. Yann Yvergniaux, socioéconomiste du projet Smartfish de la Commission de l'Océan Indien, souligne que tous ceux qui ont pêché l'ourite ce jour-là n'ont pas enregistré leurs prises. "Les pêcheurs qui ne sont pas enregistrés ne viennent pas signaler leurs prises. Cela laisse présager qu'il y a eu beaucoup plus d'ourites attrapées ce jour-là." D'ici une semaine, un constat sera effectué. Cette première fermeture nationale est perçue comme une réussite pour la majorité des parties concernées. "Nous avons

eu beaucoup d'ourites à la réouverture; rien à dire", dit Harold Auguste, pêcheur de St-Martin. Même son de cloche du côté de Gérard Bernard, pêcheur de Baie du Cap. "La fermeture a été bien productive. Nous continuons à pêcher des ourites de 5, 6, 7 livres quotidiennement." "Les ourites sont plus grosses, le nombre de kilos est plus élevé. Globalement, c'est une réussite", confie Shakti Tekker, de la Mauritius Marine Conservation Society. "Le premier constat est positif. Les pêcheurs ont bien vu que les poulpes étaient d'une taille que l'on voyait rarement ces temps-ci", ajoute Yann Yvergniaux.

Techniques de pêche. Mais tout n'a pas été parfait, comme le souligne Shakti Tekker. Malgré la surveillance, des actes de braconnage ont eu lieu pendant les deux mois de fermeture. Par ailleurs, si la pêche de l'ourite était interdite pendant cette période, la vente n'était pas réglementée. Une personne qui n'était pas prise en flagrant délit de pêche pouvait donc vendre sa prise. "Nous avions plaidé pour que la vente soit également interdite, mais cela n'a malheureusement pas été possible", souligne Yann Yvergniaux.

Autre point à souligner : les techniques de pêche. Si les lois en vigueur précisent que les ourites doivent être pêchées à pied, il n'en demeure pas moins que beaucoup de pêcheurs le font en plongée. La loi incite les pêcheurs à s'adonner à leur activité à marée basse seulement, préservant ainsi la ressource. Mais dans beaucoup de lagons, les pêcheurs ne peuvent pêcher à pied. "Dans le nord, par exemple, il n'y a pas le même plateau récifal que dans l'ouest; il est très petit. Tous les poulpes pêchés là-bas sont illégaux. Il faut penser à adapter cette réglementation. Il faut prendre en considération que le fait de marcher sur les coraux pour aller pêcher l'ourite dégrade les récifs; en plongée, il est plus facile de distinguer la taille de l'ourite", soutient Yann Yvergniaux.

http://www.lemauricien.com/article/peche-ourite-en-abondance

Maurice Info
www.maurice-info.mu
#mauriceinfomu

Lancement d'un nouveau projet d'amélioration des pêcheries dans l'océan indien

Un protocole d'accord ou déclaration d'intérêt dans le cadre d'un projet d'amélioration des pêcheries (Fishery Improvement Project – FIP) dans l'océan indien, a été signé le 11 octobre 2016 entre la République des Seychelles, la République de Maurice, le WWF, et l'industrie thonière représentée par Princes Limited, Thai Union Europe, des flottes de navires à senne coulissante ainsi que leurs associations. Cet accord s'inscrit dans le cadre de la promotion et de la valorisation de la pêche durable de thon dans cette région.

Un banc de thon

Cette coopération a pour objectif principal la mise en conformité avec la norme développée par le Marine Stewardship Council (MSC) démontrant les activités d'une pêche durable. Le programme d'amélioration des pêcheries mettra l'accent notamment sur une chaîne d'approvisionnement durable, la santé des stocks de poisson, l'impact minimal et réversible sur les écosystèmes, la gestion efficace des pêcheries et la mise en place et le respect de bonnes pratiques.
Le projet prendra en compte les prises de thon listao, albacore et patudo d'une quarantaine de navires à senne coulissante sous pavillon français, italien, espagnol, mauricien et seychellois. Le projet comprendra également le soutien au plan de reconstitution des stocks de thon albacore dans la région, ainsi qu'une étroite collaboration avec la Commission des Thons de l'Océan Indien (CTOI) pour l'amélioration de la gouvernance des pêcheries.
« Ce protocole d'accord en vue du lancement d'un programme d'amélioration des pêcheries constitue un partenariat unique et innovant. Il regroupe les efforts communs des différentes parties prenantes, à savoir les pouvoirs publics, les industriels, les pêcheries et les ONG, en vue d'assurer la pérennité de l'activité avec pour but ultime d'assurer un avenir durable à nos pêcheries. Cette initiative confirme notre engagement à renforcer la durabilité de la pêche, une activité qui est au cœur du développement de notre économie océanique et de notre population», souligne Wallace Cosgrow, le ministre de la Pêche et de l'Agriculture seychellois.

En consultation avec le WWF, un plan d'action sera mis en place immédiatement après la signature du protocole d'accord, ceci afin de mettre en place le projet d'amélioration de la pêche thonière. Ce plan d'action jettera les bases des principaux axes du projet, les zones à améliorer et les objectifs que tous les signataires s'engageront à atteindre pendant les cinq ans de la mise en place de ce projet d'amélioration.
« C'est un pas encourageant vers une amélioration de la gestion de la pêche au thon dans l'océan indien. Mondialement, environ 20% des prises commerciales de thon proviennent de cette zone de pêche. Il était donc vital de commencer à travailler ensemble afin de contribuer à l'amélioration de la santé des stocks et de réduire l'impact de la pêche sur les écosystèmes. De voir que les gouvernements seychellois et mauricien ainsi que les industriels du secteur dans l'océan indien reconnaissent eux aussi la nécessité d'agir nous encourage énormément. Nous nous réjouissons à la perspective de collaborer ensemble dans le but d'apporter des changements significatifs au niveau de l'océan et, par la suite, être en mesure de pouvoir s'approvisionner auprès de pêcheries qui puissent être certifiées MSC », déclare Daniel Suddaby, responsable de la surveillance thonière globale du WWF.
À propos du projet d'amélioration des pêcheries dans l'océan indien : Ce projet d'amélioration des pêcheries dans l'océan indien est une initiative comprenant plusieurs signataires en vue d'aider les navires à senne de la région à répondre aux normes de la certification MSC en matière de durabilité. Ce projet est soutenu par les partenaires ci-dessous :

http://www.maurice-info.mu/lancement-dun-nouveau-projet-damelioration-pecheries-locean-indien.html

Seychelles NATION

A stepping stone towards a Regional Fisheries Observer Scheme

The Regional component of the World Bank Funded SWIOFish1 project implemented by the Indian Ocean Commission (IOC), in partnership with the European Union Funded IOC-SmartFish project, this week hosted the Regional Observer Workshop in Seychelles.

The participants comprised representatives from the 12 Southwest Indian Ocean Fisheries Commission (SWIOFC) States1 with one from the pool of the national observer programme whilst the other from the maintenance and processing unit of observer data.

The SWIOFC was established in 2004 by a resolution of the FAO Council. The Commission promotes the sustainable utilization of the living marine resources of the Southwest Indian Ocean region, by the proper management and development of the living marine resources, and to address common problems of fisheries management and development faced by the Members of SWIOFC, without prejudice to the sovereign rights of coastal States. The Commission is regrouping Comoros, France, Kenya, Madagascar, Maldives, Mauritius, Mozambique, Seychelles, Somalia, South Africa, Tanzania and Yemen.

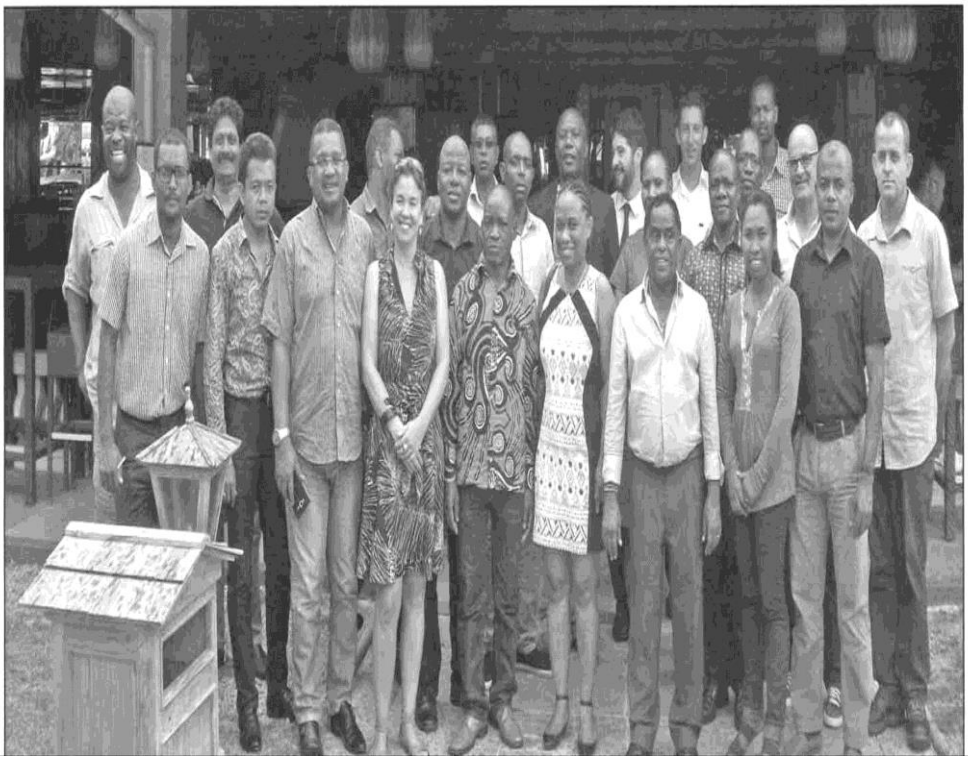
This week's workshop provided an opportunity to all beneficiaries of the SWIOFish1 project and the IOC SmartFish project to prepare for the anchoring of the National Observer Programme within the Regional framework as being practiced under the IOC Regional Fisheries Surveillance Plan.

Currently there are only four out of 10 countries of the Eastern Africa - SWIO region with active National Fisheries Observer Programmes (NFOP), namely Madagascar, Mozambique, South Africa and France. Since 2015, Seychelles, Mauritius and Comoros have started their NOPs.

SWIO region has a large fishing area where several countries' Exclusive Economic Zones come together and an increasing number of countries in the SWIO region want to deploy observers' on-board highly mobile distant water fishing fleets (mainly EU tuna purse-seine fleet). This has created the need for NFOP to coordinate observer deployments in order to be able to meet their national and international obligations, as well as respecting private agreements established with EU fleet vessel owners.

This workshop identified the needs of those SWIOFC States, namely Kenya, Tanzania, Mozambique, Maldives, Somalia and South Africa in the development of their NOPs and ultimately converge with the IOC States NOPs into a Regional Observer programme for the benefits of the IOC and Eastern Africa Coastal States.

Participants were exposed to a presentation by OCUP on posting of Observers on French Vessels. The Indian Ocean Tuna Commission (IOTC) also contributed in the meeting in as much IOTC resolutions are closely related to deployment of observers for scientific purposes besides fighting Illegal, unreported and unregulated fishing. IOTC would also provide update on its Regional Observer Scheme (ROS) data base.



BUSINESS MAGAZINE

Le sagou au coeur du succès de Nutrizione Food

Après trois ans d'existence, Nutrizione Food se positionne comme un acteur crédible dans le domaine de l'agroalimentaire. La petite entreprise compte aujourd'hui 22 points de vente dans la Grande Comore.

Eve FIDÈLE

Infirmière et prothésiste dentaire de formation, Anturia Mihidjai a commencé à s'intéresser à l'entrepreneuriat lors de ses études universitaires au Kenya. De retour aux Comores en 2012, elle se fait embaucher comme infirmière pour un salaire de 150 euros mensuellement.

En 2013, elle monte un projet pour un concours national. Mais n'ayant obtenu aucun financement, elle continuera à travailler jusqu'en juin 2014 lorsqu'elle est sélectionnée pour participer à une formation entrepreneuriale à travers le programme *Mandela Washington Fellowship* pour les jeunes leaders africains.

À son retour, elle apprend que son poste a été confié à une autre personne. Ce sera un mal pour un bien. Anturia Mihidjai se lance à fond dans son projet. Elle fonde Nutrizione Food qui est engagée dans la transformation du sagou. «*Je suis alors allée cueillir du sagou dans les champs, une denrée qui n'intéressait personne. Je faisais la cueillette, le séchage et il me fallait payer des gens qui disposaient de machines pour le broyage. C'est ainsi que j'ai démarré*», relate Anturia Mihidjai.

PRODUCTION DE 750 KG DE SAGOU SÉCHÉ

Nutrizione Food encourage la consommation des produits locaux et traditionnels, notamment le sagou, à travers une transformation agroalimentaire saine, tout en soutenant les agriculteurs en achetant leurs produits. Actuellement, Anturia Mihidjai travaille avec une vingtaine d'agriculteurs qui lui vendent leur sagou dans la région du sud-ouest de la Grande Comore. En moyenne, ces agriculteurs lui fournissent entre 150 et 200 sacs, soit trois à cinq tonnes de sagou brut mensuellement. Ce volume une fois travaillé donne entre 600 et 750 kg de sagou séché.



Anturia Mihidjai recevant son prix d'Étienne Sinatambou, ministre mauricien des Tic

> **Traditionnellement, chaque famille comorienne était responsable de la production de sa farine de sagou**

Le sagou est soit broyé pour faire de la farine qui est alors utilisée localement pour faire de la bouillie, soit fermenté, précuit et séché. À savoir que le sagou est un aliment traditionnel pour les Comoriens. «*Traditionnellement, chaque famille comorienne était responsable de la production de sa farine de sagou. Toutefois, la difficulté pour transformer cet aliment a fait que sa consommation a régressé ces dernières années. Nutrizione Food facilite la vie des Comoriens en leur proposant deux produits presque finis et disponibles dans plusieurs localités du territoire*», souligne Anturia Mihidjai.

La petite entreprise commercialise une farine protégée dans un emballage adéquat. Le produit entièrement fabriqué localement est vendu dans les supermarchés. Le sagou précuit et séché constitue un nouveau produit sur le marché et Nutrizione Food est la première entreprise à commercialiser ce dérivé. Anturia Mihidjai a dû batailler dur pour que son produit se retrouve sur les étagères des supermarchés et pour que les Comoriens s'y intéressent.

«*Les Comores importent presque tout ce qui est consommé. Les gens n'ont pas l'habitude de voir des produits locaux sur les rayons des supermarchés. Ils ont une préférence pour les produits importés. Pour m'en sortir financièrement, j'ai dû en parallèle fabriquer des prothèses pour des dentistes. J'investissais alors tout ce que je gagnais dans le business car je devais faire venir les emballages du Kenya. Actuellement, mon but c'est de contribuer à la préservation du sagoutier, un arbre dont on avait commencé à se débarrasser*», soutient Anturia Mihidjai qui compte se lancer dans l'exploitation d'autres produits traditionnels.

Nutrizione Food est aujourd'hui bien implantée dans le paysage comorien. L'entreprise compte 22 points de vente dans la Grande Comore et compte pénétrer les autres îles des Comores.

En 2017, l'entreprise introduira un troisième produit et fera l'acquisition de nouveaux équipements afin d'augmenter sa capacité de production. Cela grâce au financement qu'Anturia Mihidjai recevra du Programme Tony Elumelu Entrepreneurship pour les jeunes entrepreneurs africains.

Entre-temps, Nutrizione Food consolide son image. Anturia Mihidjai a remporté en septembre dernier le concours Ambition Jeune organisé par l'association Synergie Jeunes et la Commission de l'océan Indien. Elle a été primée dans la catégorie «Entrepreneur établi».

LeDEFIMEDIAGROUP

Ginette Villeneuve Anaudin ; Présidente de l'EFOI : <Les Femmes plus nombreuses à adhérer aux associations entrepreneuriales>:

03 NOVEMBRE 2016



Elle est la présidente de la plateforme régionale Entreprendre au féminin océan Indien, un réseau regroupant des associations de femmes entrepreneurs dans la région. Ginette Villeneuve Anaudin estime que si les femmes arrivent à jongler entre plusieurs tâches, c'est grâce aux formations dont elles bénéficient.

Quelles sont vos priorités en tant que nouvelle présidente de la plateforme régionale Entreprendre au féminin océan Indien (Efoi) ?
Efoi Maurice vient effectivement de prendre la relève de la présidence régionale d'Efoi Madagascar. En tant que présidente régionale, mes priorités sont celles de la plateforme régionale. Les résolutions du Comité de pilotage (Copil) 2016 ayant été votées, nous devons maintenant aider et soutenir les plateformes nationales pour le suivi de ces décisions prises.

Notre plan d'action contient des échanges techniques et commerciaux entre nos pays dans plusieurs secteurs. Par ailleurs, nous aurons à tout mettre en œuvre pour les réaliser. Certaines plateformes travailleront à deux ou à trois sur un projet. Un de nos projets régionaux est l'organisation du Salon Made in Femmes.

Quel est votre constat de la participation des femmes dans le monde de l'entrepreneuriat à Maurice ?

Je constate que la participation des femmes dans le monde de l'entrepreneuriat à Maurice a pris de l'ampleur. Elles ont de plus en plus

la possibilité de se former avant ou après avoir créé leur micro, petite ou moyenne entreprise, et elles savent saisir les opportunités qui se présentent. Beaucoup font la promotion de leur entreprise à travers les médias (radio, TV et presse). Le nombre de femmes entrepreneurs ou chefs d'entreprises qui adhèrent aux associations entrepreneuriales s'accroît. D'autre part, Efoi Maurice donne l'occasion aux femmes qui y adhèrent la possibilité de monter leur entreprise sur une base solide et de la consolider, par la suite, à travers plusieurs formations. Nous les dirigeons aussi vers les formations prodiguées par les institutions. D'ailleurs, ce sont les cours qui les aident à jongler entre plusieurs tâches (entrepreneure, épouse, mère) à la fois.

Êtes-vous satisfaite du soutien et des facilités offerts par le gouvernement et autres institutions pour donner un coup d'accélérateur aux Petites et moyennes entreprises (PME) à Maurice ?
En général, oui. Nous bénéficions de formations techniques et de gestion auprès de la Small and Medium Enterprises Development Authority, MyBiz, le National Women Entrepreneur Council, et du soutien dans le secteur de l'exportation avec Enterprise Mauritius. Nous attendons la mise en œuvre des mesures préconisées dans le Budget. Efoi a la chance et le privilège d'être soutenue par la Commission de l'océan Indien dans le domaine des échanges entre les pays de la plateforme.

Le gouvernement ambitionne de faire du secteur des PME l'épine dorsale de notre économie. Cet objectif est-il réalisable ?
Bien sûr que c'est réalisable. Dans le monde entier, le secteur des PME joue un rôle moteur dans l'innovation et la création d'emplois. Plus de 90 % des entreprises dans le monde sont des PME, selon les estimations. Dans l'ensemble, ce sont les PME qui génèrent de la croissance, créent des emplois, se développent plus rapidement et sont plus novatrices. Par-dessus tout, elles sont nettement moins complexes (du point de vue de la structure) et plus efficaces et souples que les grandes entreprises

http://defimedia.info/ginette-villeneuve-anaudin-les-femmes-plus-nombreuses-adherer-aux-associations-entrepreneuriales

Les artistes Réunionnais célèbrent la culture créole des ïles de l'Océan Indien.

Jeudi 3 Novembre 2016

A l'occasion de la Journée Internationale du Créole, Victoria, la capitale des Seychelles, s'est affichée comme le rendez-vous privilégié de la langue et de la culture créoles. Les autorités Seychelloises ont pris l'initiative depuis 1982, à l'échelle internationale, d'accueillir ces rencontres. Des manifestations qui réunissent les populations des pays et des ïles où le créole est aujourd'hui encore le support de la culture et du vivre ensemble. Ce sont 12 à 13 millions de personnes dans le monde qui continuent à mettre ainsi en avant le créole : dans l'océan Indien, dans l'espace Caribéen, à Haïti, en Amérique du Nord, en Europe...



Pour Didier Robert, « à La Réunion nous sommes Français, Européens mais notre force vient de notre originalité, du mélange de nos origines européennes, africaines, asiatiques, de l'océan Indien, et notre créolité en partage : le « parlé » créole bien sûr mais aussi les traditions et les coutumes, la cuisine, la danse, la musique, le théâtre...tout ce qui fonde, en définitive, le ciment entre les populations de ces ïles. » La Réunion a cette année encore répondu présente à l'invitation au Festival, et ainsi retrouvé les représentants de l'île Maurice et de Rodrigues, de la Guyane, de la Martinique, de la Guadeloupe et de Haïti. Le Président de la Région Réunion, Didier ROBERT, a effectué le déplacement, accompagné de Faouzia VITRY, élue en charge de la coopération régionale, Danièle LENORMAND, élue en charge de l'Economie et d'une délégation d'artistes parmi lesquels : Jean-Bernard GRONDIN, plasticien, exposant de « Goni, histoire des ïles » à l'Alliance Française. L'artiste utilise le goni, matériau commun aux ïles de l'océan Indien, comme symbole du métissage et de la créolité. En théâtre, la troupe Karambolaz avec Maya KAMATY, Alex SORRES, Sergio GRONDIN, MOANA ont assuré un spectacle de très grande qualité au Centre de

Conférence International de Victoria. La Chanteuse Tine POPPY et ses musiciens ont participé au spectacle de la grande scène qui a suivi l'ouverture officielle. En marque d'amitié entre les peuples, La Réunion a officiellement offert aux Seychelles une partition de musique d'Henry Claude MOUTOU intitulée « Séga si, Séga la ». Un geste symbolique qui trouvera un premier écho dès décembre prochain lors du Festival Liberté Métisse dans notre île. A cette occasion, les jeunes musiciens du Conservatoire à Rayonnement Régional de La Réunion et les jeunes élèves de l'école de musiques de Mahé travailleront ensemble pour la première fois. Henry Claude MOUTOU porte pour la Région un travail sur le patrimoine commun Réunion/Seychelles autour de la musique, de la danse et de la langue.

Un partenariat entre les îles, conforté par des résultats dans les secteurs du tourisme, de l'économie, des échanges culturels.

A l'occasion de la cérémonie officielle d'ouverture, le Président Didier ROBERT a salué le nouveau Président de la République des Seychelles, son Excellence Danny FAURE. Le Président de la Région a réaffirmé auprès des autorités seychelloises son engagement pour le renforcement des actions de coopération entre les deux îles dans le cadre des Accords de partenariat, mais aussi dans le cadre du nouveau programme Européen Inter reg V océan-Indien 2014-2020. A ce titre, des réunions de travail sont programmées dans les prochaines semaines pour aboutir à la signature d'une convention avec un plan d'action pour les projets Réunion/Seychelles.

La coopération en faveur du secteur du tourisme dynamisée par les croisières

Grâce au programme engagé avec les îles Vanille, le bilan et les retombées chiffrées sont extrêmement encourageants. A titre d'exemple, les actions engagées par l'association des îles Vanille depuis deux ans, ont permis de multiplier par trois le nombre de croisiéristes à La Réunion en 2016 avec la Compagnie Costa Croisière. Par ailleurs, Le Ministre du Tourisme Alain SAINT-ANGE et le Président Didier ROBERT ont salué les nouveaux partenariats avec l'arrivée l'an prochain d'une nouvelle compagnie : Aïda. La ice-Présidente en charge de l'Economie, Danièle Lenormand, a rappelé les chiffres et les négociations en cours : « La compagnie Costa devrait recruter quelques 800 réunionnais dans les prochains mois. C'est le secteur qui progresse le plus. Nous travaillons pour accueillir prochainement de nouvelles compagnies de croisières. Des discussions sont engagées avec la compagnie du Ponant et le groupe Silversea ».
Toujours en faveur du développement du tourisme, le Président de Région et le Ministre du Tourisme des Seychelles ont confirmé les discussions en cours dans le secteur aérien. Le principe d'un positionnement et d'une base à Pierrefonds pour une nouvelle compagnie low cost a été validé. Afin de présenter la future

compagnie Low Cost de l'Océan-Indien des rendez-vous sont prévues d'ici la fin de l'année.

La coopération en faveur de l'économie et des échanges commerciaux sous le signe de la croissance

Les entreprises Réunionnaises se positionnent aujourd'hui sur le marché Seychellois avec des résultats prometteurs. Le Président Didier ROBERT a rappelé, lors de la rencontre avec la presse, les étapes franchies depuis 2010 pour faciliter l'accès aux entreprises réunionnaises au marché seychellois. Le Président a évoqué le rôle de la compagnie régionale Air Austral. La reprogrammation de ligne aérienne directe répond à cet objectif de développement des échanges commerciaux. Le fret dans les deux sens permettra d'assurer, par exemple, l'exportation à partir de La Réunion de quelques cinq tonnes de produits frais par semaine. Toujours en faveur des échanges commerciaux, Didier ROBERT a salué le travail porté par l'association réunionnaise Club Export présidé par Gilles COUAPEL. Le Club Export a organisé une mission de prospection en janvier 2015, en marge de l'inauguration de l'implantation aux Seychelles d'une entreprise réunionnaise ECI. Ses dirigeants Bernard Legros et Fréderic Lacouture ont obtenu le marché pour le nouveau système de billetterie de la compagnie nationale de transport seychellois (SPTC).

http://www.inforeunion.net/Les-artistes-Reunionnais-celèbrent-la-culture-creole-des-îles-de-l-Ocean-Indien_a13623.html

l

Tourisme

businessfiles Réunion

Pascal Goyard (président de l'UMIH Réunion)

«IL FAUT DÉVELOPPER DAVANTAGE LE RÉFLEXE INTERNATIONAL»

Business Magazine est allé à la rencontre du nouveau président de l'Union des Métiers de l'Industrie Hôtelière, Pascal Goyard, qui nous aide à mieux cerner les enjeux du secteur hôtelier réunionnais.

BUSINESSMAG. Qui sont vos adhérents et comment assurez-vous leur visibilité ?

Parmi nos adhérents, nous comptons les 50 membres locaux de l'Association des Barmen de France (ABR), les 70 membres du Centre des Épicuriens de La Réunion (CER), l'association des lupiens des Mascareignes (200 membres de l'Institut Universitaire Professionnalisé), sans oublier l'ordre des experts-comptables…

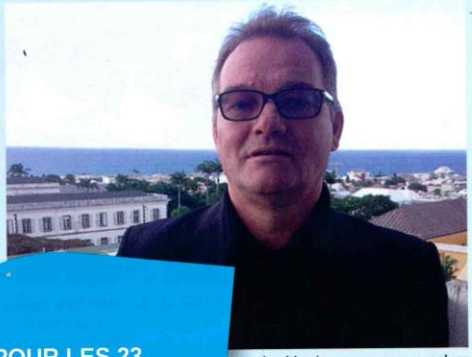
L'UMIH Réunion, c'est une dizaine de représentations dans les institutions (assurant une part active ou au moins une présence dans les conseils d'administration). Nous sommes ainsi présents dans des commissions du Mouvement des Entreprises de France (MEDEF), de la Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises (CGPME), nous sommes membres du Conseil Économique, Social et Environnemental Régional (CESER), du FAFIH (Fonds d'Assurance Formation de l'Industrie Hôtelière), au conseil d'administration de l'IRT et dans les cellules de crise touchant le monde du tourisme en général (crise requins, etc.).

BUSINESSMAG. Quelles sont vos missions ?

Nous avons deux vocations. En tant que syndicat patronal, nous nous occupons de tout ce qui relève du domaine fiscal et social, ainsi que des échanges d'informations avec l'ordre des experts-comptables, un partenariat que nous avons noué avec ces professionnels des comptes et statistiques avec qui nous pouvons partager et réactualiser les chiffres des activités liées au tourisme assez régulièrement. Cette activité syndicale occupe environ 70 % de notre temps.

Notre deuxième vocation consiste à soutenir les trois clubs: restauration, hôtellerie, bar-brasserie-discothèque, qui relèvent du statut d'association loi de 1901 et peuvent donc, à ce titre, bénéficier de subventions afin d'assurer la promotion de leurs métiers. Plus précisément, chaque président de club s'occupe de la promotion de son club.

J'ai été élu en avril 2016 pour un mandat de deux ans. J'ai déjà été président du club des restaurateurs (à quatre reprises) et je suis adhérent militant depuis 20 ans à l'UMIH. Je suis par ailleurs actionnaire d'un restaurant que mon frère gère à Saint-Denis.



«POUR LES 23 HÔTELS QUE L'UMIH REPRÉSENTE, LE NOMBRE DE CHAMBRES EST DE 100»

BUSINESSMAG. Attardons-nous sur la partie hôtellerie. Quels sont vos objectifs, la classification des établissements ?

Pour tout vous dire, cette histoire de classification est un faux débat. En France, nous sommes loin du standard international.

BUSINESSMAG. Pourtant, Atout France a renouvelé les standards début 2016…

Oui, bien sûr. Mais contrairement à certains hôtels de proche banlieue, en métropole, où les standards proposés par Atout France peuvent suffire pour satisfaire une clientèle essentiellement locale, la problématique réunionnaise se pose en termes de standards internationaux et l'on s'entête à appliquer absolument les normes françaises ! L'enjeu ne réside pas pour moi dans une course effrénée à l'obtention d'étoiles, tout simplement parce que la France doit se remettre en question sur sa politique des étoiles. Attention cependant, je ne dis pas qu'il faut les boycotter : on se doit de respecter ce type de classement parce que c'est la loi. Je constate simplement que les clients internationaux ne s'y retrouvent pas forcément au milieu de ces références.

BUSINESSMAG. Vers quels types de valorisation se tourner dans ce cas ?

À l'heure où l'on pense davantage au futur, au développement durable, je ne peux que saluer l'initiative des hôtels qui se réclament de la philosophie du *Green Globe* (où un hôtel propose du haut standing tout en réduisant son impact environnemental) comme l'Akoya. Ce n'est pas incompatible avec le classement par étoiles, et surtout c'est déjà un pas vers l'ère de La Réunion Île verte 2030.

BUSINESSMAG. Concernant le nombre d'hôtels à La Réunion, le trouvez-vous satisfaisant ou faudrait-il l'augmenter ?

Avant de vous répondre, j'aimerais attirer votre attention sur un autre chiffre : celui du tourisme à La Réunion. On a l'habitude de la plafonner à 420 000, mais si l'on veut bien mettre à part les affinitaires et la clientèle locale qui consomme nos produits touristiques, on se situerait plutôt dans une fourchette comprise entre 120 000 et 150 000 touristes qui viennent découvrir l'île. Au vu de cette estimation, on pourrait penser qu'il n'y a pas besoin de constructions supplémentaires. Oui, mais le dynamisme du secteur passe par les nouveaux hôtels qui

Revue de presse de la COI produite par le centre de documentation

voient le jour (ces derniers temps, les constructions se sont plutôt concentrées dans l'Ouest et le Sud, mais le Nord-Est promet pour les saisons à venir des nouveaux venus). D'ailleurs, il faudrait raisonner davantage en termes de chambres que d'hôtels.

Par exemple, pour les 23 hôtels que l'UMIH représente, le nombre de chambres est de 1 100. Or, j'estime qu'un équilibre intéressant pour l'ensemble du territoire réunionnais se situerait autour des 6 000 chambres. Cela dit, le problème qui se pose, c'est la frilosité des hôteliers ou aspirants hôteliers vis-à-vis du foncier ; et je les comprends tout à fait, étant donné l'investissement que cela représente, en plus des autres dépenses à concéder. C'est pourquoi j'aimerais suggérer au Conseil Régional une idée : si la collectivité achetait le foncier à l'État, elle pourrait le mettre à la disposition du privé sous forme de contrat de gestion, par exemple.

BUSINESSMAG. Que pensez-vous de la formation proposée à La Réunion ?

La formation délivrée localement est bonne. Le souci, c'est que nous sommes confrontés à un problème récurrent, qui touche par ailleurs la métropole : l'exil de nos jeunes diplômés qui s'en vont souvent dans les bons établissements métropolitains, que ce soit dans l'hôtellerie ou la restauration. Nos élites, pour la plupart, quittent le territoire et les grands groupes (comme Accor) viennent même faire leur marché dans l'île et contribuent à vider le réservoir de La Réunion !

Le remède que je préconise : comme cela se fait dans certains corps de métier (les infirmiers, par exemple), c'est inciter les étudiants qui arrivent à la fin de leur cursus à travailler une année au sein d'un établissement réunionnais, histoire de «restituer» à l'hôtellerie-restauration locale un peu de ce qu'elle leur a appris, avant de s'envoler sous d'autres cieux si l'envie leur dit. Cela permettrait de remplir le réservoir avec des jeunes motivés et talentueux, ce qui ne peut qu'être bénéfique pour l'économie locale.

D'une manière générale, la question qui se pose est celle de la motivation des troupes. Il s'agit d'un très beau métier, mais avec de fortes contraintes: la preuve, on peut être amené à travailler quand les autres s'amusent. Je serais partant pour appliquer à La Réunion le système anglo-saxon des tips, ou plus précisément des pourcentages au service. Le salarié toucherait ainsi un salaire fixe, auquel viendrait s'ajouter un pourcentage lié au chiffre d'affaires, lui-même dépendant des performances du personnel et de la satisfaction des clients. Bref, encourager un cercle vertueux entre clients, personnel et gérants.

BUSINESSMAG. On a parlé des débouchés en métropole. Qu'en est-il de la zone océan Indien ?

Comme je le suggérais plus haut, La Réunion doit développer davantage le réflexe international et donc aussi celui de l'océan Indien, sa zone d'influence immédiate. Cette jeunesse diplômée formée à La Réunion, l'océan Indien va en avoir besoin pour compléter ses équipes. Nous pouvons envisager des échanges entre jeunes de la zone pour comparer et apprendre les uns des autres, à Maurice, aux Seychelles, à Madagascar, mais aussi avec l'Afrique du Sud et les pays africains émergents.

80 000 adhérents

L'Union des Métiers de l'Industrie Hôtelière (UMIH) existe depuis 1986 en France et recense aujourd'hui 80 000 adhérents au niveau national. Outre La Réunion, en outre-mer, le syndicat a une antenne aux Antilles et une autre à Mayotte. Syndicat leader à La Réunion, l'UMIH soutient et fait la promotion de l'hôtellerie, de la restauration locale et étoilée, des cafés et du monde de la nuit, soit 170 restaurants, 23 hôtels et 21 discothèques.

D'ailleurs, pour faciliter ce genre d'expériences, j'aimerais souffler une suggestion qui aura peut-être le bonheur de tomber dans l'oreille de la Commission de l'océan Indien : pourquoi ne pas utiliser pour un ensemble de pays de la zone une monnaie commune, une sorte d'euro indianocéanique, applicable uniquement dans nos transactions communes ?